

Le pouvoir aux travailleurs

13 DEC 2000

N°78

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- CONTRE LE POISON ETHNISTE LA CONSCIENCE DE CLASSE DES PROLETAIRES	2 - 5
- MASCARADE ELECTORALE ET CHAMBRE FABRIQUEE	6 - 7
- DES COMITÉS D'AUTODÉFENSE DE HIER ... ET DE DEMAIN	7 - 10
- INVALIDATION DE LA CANDIDATURE D'ALASSANE : LA SANGLANTE BOUFFONNERIE !	10 - 11
- COTE D'IVOIRE : REPUBLIQUE BANANIERE	11 - 12
- PLUS DE CENT MILLIARDS DE CADEAUX POUR LES BOURGEOIS : MERCİ AU "CANDIDAT DES PAUVRES" !	12 - 13
- HALTE A LA PRECARITE ET AUX MAUVAIS SALAIRES DES TRAVAILLEURS	13 - 14
- "BEDIE VOLEUR" ? UNE VUE DE L'ESPRIT !	15
- OUI, AU COUP DE COLERE DES CHAUFFEURS DE GBAKA	15
- CITELCOM, UNE ENTREPRISE CAPITALISTE COMME UNE AUTRE	16
- Témoignage de la barabrie du 04 et 05 décembre: UN JEUNE ABATTU SUR LE TOIT D'UNE EGLISE	16

CONTRE LE POISON ETHNISTE
LA CONSCIENCE DE CLASSE DES PROLETAIRES

Ce que nombre d'entre nous avaient vécu les 4 et 5 décembre est éloquent. Incontestablement, une étape supplémentaire a été franchie dans les affrontements inter-ethniques. Il est difficile de savoir s'il y a eu autant ou plus de morts que lors de la flambée ethniste du 26 octobre et ce ne sont pas les chiffres officiels qui éclaireront quiconque. Mais la nouvelle flambée s'est ajoutée à la précédente. Et surtout, les agressions à caractère ethnique se poursuivent, au jour le jour. Ici, c'est une altercation au marché qui se transforme en agression ethniste. Là, c'est un banal contrôle de police qui se termine par un assassinat, en raison du nom "*musulman*" du contrôlé. Ailleurs, des habitants d'une cour commune se voient signifier qu'ils sont indésirables et sommés à déguerpir sous 48 heures. Des groupes plus ou moins armés mais permanents se constituent dans certains quartiers avec pour volonté affichée de chasser tous les dioulas. Et les choses n'en restent pas aux paroles ordurières. Elles sont suivies d'actes, agressifs ou humiliants.

Les politiciens en concurrence pour le pouvoir ont réussi à entraîner une fraction de la population dans les affrontements inter-ethnique. Ceux qui agissent constituent pour le moment une minorité. Mais une minorité qui trouve un consensus plus large et par conséquent, est en train d'imposer sa loi dans bien des quartiers.

Nous avons toujours dénoncé dans ces colonnes l'évolution qui a conduit à la situation présente. Nous avons toujours souligné la responsabilité de ces politiciens, de Bédié à Gbagbo, en passant par Guéi ou Ouattara, même si ce dernier passe aujourd'hui pour victime. Mais ce n'est pas lui, prudemment retiré en France, qui paye le prix du sang. Ce sont ceux qui meurent dans la rue, dans des affrontements où ils n'ont rien à gagner. Et le fait que Gbagbo, lui, se prétend de gauche et se réclame du progressisme, ne rend sa politique que plus criminelle encore. Même encore dans l'opposition, il aurait pu s'opposer à la pourriture ethniste propagée d'en haut par la clique de Bédié, et à la démagogie sur "*l'ivoirité*". Non - il a préféré reprendre à son compte l'une comme l'autre.

Arrivée à la présidence, grâce au sursaut des quartiers pauvres, il n'a pas profité de sa position pour tenter de désarmer la bombe ethniste. Non, il a choisi de jeter de l'huile

sur le feu. Il se posait en partisans de la "réconciliation". Mais ce mot ne signifiait rien d'autre pour lui que sa rapide et honteuse réconciliation d'abord avec le général putschiste Guéi, devant les cameras de télévision, puis avec Bédié dont il vient de pardonner le pillage des caisses de l'Etat en abandonnant toute poursuite contre lui.

Pendant que ces hommes, là-haut, scellaient leur réconciliation, en pardonnant les infamies du passé pour justifier, par avance, les infamies de l'avenir, dans la rue, des pauvres s'affrontaient les uns contre les autres dans une lutte aussi sanglante que sans issue. Et Gbagbo de provoquer les affrontements en cautionnant la décision de la Cour suprême, en prêchant la fermeté à la télévision et pour couronner le tout, en lâchant les chiens dans l'arène, cette même armée qui a failli pourtant le priver de sa victoire électorale. Il sait pourtant que la gendarmerie, que les forces armées, au lieu d'être neutres, au lieu d'assurer "la paix civile" comme on prétend, constituent la pire des bandes ethnistes.

Nous n'avons aucune sympathie politique pour Alassane Ouattara qui, en tant qu'ancien premier ministre, a été et reste un des principaux oppresseur des classes laborieuses ; pas plus que nous n'avons de sympathie politique à l'égard du RDR, issu de l'ex-parti unique de la dictature, responsable à ce titre de bien des infamies du passé. En outre, si les bandes armées du FPI ont une responsabilité majeure dans le fait que les violences politiques ont pris un caractère ethniste, cette responsabilité est dans une large mesure partagé par les bandes armées du RDR qui sont restées sur le terrain de la vengeance ethnique.

Les Bédié, les Gbagbo, les Guéi, les Ouattara sont fabriqués du même bois, ils sont tout autant au service de la classe privilégiée riche les uns que les autres, même si des rivalités politiques les opposent, avec la peau et le sang des autres. Mais le fait que le secrétaire personnel d'Ouattara puisse être bastionné à mort, à l'occasion d'un simple contrôle de gendarmerie, simplement parce que son nom avait une consonance nordique ; le fait que le fils de Henriette Diabaté ait pu être torturé impunément par des militaires montre le sort qui est réservé à ceux qui n'ont ni protection politique, ni richesse pour peu qu'ils soient dioulas, sénoufos ou simplement du Nord.

Et au-delà des crapules politiques et de leurs cliques qui, pour conquérir le pouvoir, ont poussé le pays vers le feu et le sang, comment ne pas évoquer ces gens qui se proclament "l'élite" du pays, parce qu'ils ont fait des études, souvent dans des universités d'occident ; parce qu'ils sont aujourd'hui professeurs, universitaires, médecins, écrivains, journalistes;

parce qu'ils ont de l'argent et prétendent avoir de la culture? Qui d'entre eux s'est élevé, avec la vigueur que cela méritait, contre la démagogie ethniste ? Qui d'entre eux a-t-on entendu dénoncer la barbarie qui montait ? Ne le sentaient-ils pas ? Comme s'il n'y avait pas eu, en guise d'avertissement, le Libéria, la Sierra Léone, ici, à deux pas !

Alors, il ne reste pour sauver la société de la ruine qui la menace que la classe ouvrière, que la population laborieuse qui a le plus à perdre dans ces affrontements ethniques. Le plus à perdre, parce que ce sont les quartiers populaires qui constituent le terrain de chasse pour les bandes ethniques. Le plus à perdre parce que, quelque soit son ethnisme, vivre dans la crainte de son voisin de cour commune, être obligé de se déplacer avec sa machette pour se défendre d'un autre, aussi pauvre que soi, n'est pas une vie. Le plus à perdre, parce que c'est dans les quartiers populaires qu'on a brûlé maisons, ateliers, étales de marchand. Et si les bandes ethnistes parvenaient à imposer leur dictature, elles le feraient sur les quartiers pauvres, pour les racketter au nom du combat contre l'ethnie adverse.

Et, par dessus tout, si les divisions introduites par les bandes ethnistes devenaient irréparables ; si elles se généralisaient dans les usines, sur le dock, sur les chantiers; c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui serait affaiblie, incapable de défendre ses intérêts matériels contre le grand patronat, contre les riches et contre le gouvernement.

L'irréparable n'est cependant pas encore commis. Dans les usines ou sur les chantiers, on continue à travailler côte à côte. On se parle et on se comprend, Ivoirien ou pas, dioula ou pas dioula. Il est encore possible de barrer la route aux idées ethnistes parmi les travailleurs. Il faut empêcher les bandes ethnistes imposer leur loi.

Il ne s'agit pas seulement de s'opposer à la barbarie qui monte par simple humanité ou parce qu'une évolution à la Libéria ou Sierra Léone serait dramatique pour l'écrasante majorité de la société - bien que, il s'agisse, aussi, de cela. Il s'agit de s'y opposer au nom des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Il faut que la classe ouvrière et, plus généralement, les classes laborieuses trouvent leur unité dans la lutte pour améliorer leur propre vie, pour sortir de la misère. Si les salaires sont bas dans ce pays, si nombre de travailleurs et leurs famille ne peuvent se permettre plus d'un repas dans la journée, s'ils en sont réduits à s'entasser dans des logements qui ne méritent pas ce nom, s'ils sont condamnés à mourir même

de maladie qu'on sait guérir car ils n'ont pas de quoi se payer le médicament, si la plupart d'entre nous n'ont ni assurance chômage, ni assurance maladie, ce n'est tout de même pas la faute de travailleurs burkinabé, malien ou togolais qui vivent encore plus mal ! Si les petits marchands gouro ou baoulé gagnent à peine de quoi survivre, ce n'est pas la faute des petits marchands dioula !

Les véritables responsables sont ailleurs, du côté de ces patrons d'usine, de grands magasins, de grossistes du commerce de toutes nationalités, de toutes les ethnies qui s'enrichissent de façon scandaleuse, précisément en payant des salaires bas, précisément en volant les pauvres !

Ce n'est pas parce que le gouvernement humiliera les "dioulas" ou chassera les "étrangers" pauvres, que les salaires seront augmentés pour ceux qui ont un salaire ou qu'il y aura du travail, correctement payé, pour ceux qui sont aujourd'hui au chômage. Quant aux étrangers riches, les patrons et les banquiers français qui pourtant pillent le pays, les représentants des trusts américains ou japonais, les gros commerçants libanais qui volent les consommateurs, il n'est pas question pour le gouvernement d'y toucher.

Alors, si les travailleurs, si les pauvres veulent améliorer leur sort, ce n'est pas à leurs semblables d'une autre ethnies ou d'une autre nationalité qu'ils doivent s'en prendre. Ils doivent s'en prendre aux riches, à ceux dont la fortune de chacun pourrait permettre de vivre à plusieurs centaines de familles ouvrières. Il ne s'agit pas de s'en prendre à leur vie. Il s'agit de les obliger à augmenter les salaires des ouvriers, il s'agit de les obliger de laisser une marge plus grande aux petits marchands, il s'agit de les obliger à assurer aux petits paysans un revenu qui leur permette de vivre. Il s'agit de les obliger à s'enrichir un peu moins, à s'acheter moins de voitures de luxe, des villas moins luxueuses, à déposer moins d'argent sur leurs comptes bancaires en France ou ailleurs, pour que ceux qui travaillent puissent vivre un peu mieux.

Ne nous trompons pas d'ennemis. Nos ennemis ne sont pas nos frères, les travailleurs et les pauvres d'une autre ethnies ou d'une autre nationalité. Ce sont les riches, les grands bourgeois, les patrons et le gouvernement qui est à leur service. C'est contre eux qu'il faut orienter notre colère et notre énergie. Et en le faisant, au nom de nos revendications, au nom de notre droit à un salaire correcte, à des logements décentes, à une vie digne, nous nous retrouverons tout naturellement côte à côte dans le combat, avec tous ceux qui vivent la même vie que nous.

MASCARADE ELECTORALE ET CHAMBRE FABRIQUEE

Malgré quelques tractations de dernier moment, Gbagbo a donc choisi de maintenir la date des élections législatives. Il savait pourtant que cela passerait pour une provocation aux yeux de la population originaire du Nord. La crainte de la répression policière a fait que ces élections se sont déroulées sans heurts à Abidjan et en particulier dans les quartiers pauvres d'Abobo ou de Yopougon où la population originaire du Nord est nombreuse voire majoritaire.

Mais dans 27 circonscriptions sur un total de 29, les élections ont été massivement boycottées et dans certaines villes les autorités centrales chassées.

La mise à l'écart de fait du RDR et la réplique de celui-ci sous forme de boycott ont transformé ces législatives en une comédie dérisoire. Il est vrai qu'en guise d'élection démocratique la Côte d'Ivoire n'a jamais eu droit à autre chose qu'à ce genre de mascarade.

Pour notre part, nous ne pensons pas que le RDR représente davantage les intérêts de la majorité laborieuse de la population que le FPI ou le PDCI.

Même si Ouattara n'avait pas été écarté de la candidature et si le RDR avait pu participer normalement à l'élection, la chambre n'aurait pas représenté les intérêts de la population laborieuse.

Les députés des parlements élus jusqu'à présent ont toujours été des politiciens au service de la classe privilégiée à laquelle d'ailleurs ils appartiennent tous.

Mais le choix fait par Gbagbo d'écartier le RDR n'en est pas

moins une provocation politique qui ne peut que creuser un peu plus le fossé entre les populations du Nord et celles du Sud, alors que, dans leur grande majorité ni les unes ni les autres ne tirent le moindre avantage de cette guerre des chefs qui se déroule depuis plusieurs années.

S'agit-il de la part de Gbagbo d'un choix politique pour se débarrasser d'un rival en la personne de Ouattara ? A-t-il agi par lâcheté en cédant à la pression de l'état-major de l'armée ? Le résultat est le même. Cet homme qui prétendait incarner le progressisme, la gauche, voire le socialisme pendant ses années d'opposition à Houphouët puis à Bédié, s'est révélé dès le début de sa présidence aussi méprisant vis à vis de la population, aussi peu soucieux des libertés démocratiques élémentaires que ses prédécesseurs. Etant donné les conditions du scrutin, comparer les résultats respectifs du PDCI et du FPI n'a pratiquement pas de signification politique. Le progrès du FPI par rapport au PDCI signifie seulement qu'un certain nombre de notables du FPI ont désormais accès à une mangeoire dont jusqu'à présent ils étaient écartés. Les quelques changements intervenus dans le personnel politique ne concernent qu'une mince couche de notables qui vivent en parasite sur l'Etat et ses institutions.

Il n'est d'ailleurs pas impossible que Gbagbo cherche un compromis boiteux avec Ouattara et que ce dernier accepte, car l'un comme l'autre ont aussi peu de respect pour leurs propres électeurs que pour ceux de leurs adversaires. Faut-il rappeler qu'avant que Gbagbo se rallie avec

Guéi, il avait été quelque temps allié à Ouattara. Entre l'ancien premier ministre et l'actuel président de la république c'est la concurrence pour le pouvoir qui prime et pas des divergences politiques.

Même si le FPI parvient à obtenir une majorité au parlement, cela ne consolidera en rien le pouvoir de Gbagbo qui restera un jouet, consentant ou pas, entre les mains des forces de répression qu'il a lâchées contre la population mais dont il peut être lui-même la victime.

Ce que nous souhaitons c'est que cette mascarade anti-démocratique, ce parlement

fabriqué convainc les travailleurs et les pauvres qu'ils n'ont rien à attendre de ce parlement et encore moins pour changer leur sort. Nous n'avons que trop souvent la démonstration que dans ce pays seul compte le rapport de force. Voilà pourquoi il faut que travailleurs, chômeurs, pauvres, nous bâtissions notre propre force en unissant tous ceux de notre classe par delà les ethnies et les nationalités pour imposer aux possédants un autre partage des richesses de ce pays et une autre organisation des moyens de les produire. C'est la seule façon d'imposer à ceux qui nous gouvernent, notre droit à une vie décente et digne.

DES COMITÉS D'AUTO-DÉFENSE DE HIÉR...ET DE DEMAIN

Les "comités de surveillance" - appelés parfois comités anti-vigilance - sont apparus et se sont généralisés au lendemain des massacres du 26 octobre. Les quartiers se sont organisés, les uns pour se protéger d'une éventuelle vengeance des "dioulas", en représaille aux massacres que cette communauté avait subi ce jour-là, les autres, les "dioulas", se sont organisés de peur que les massacres dont ils étaient victimes ne continuent la nuit.

Ils sont donc nés, d'emblée, sous le signe de la méfiance ethnique. Néanmoins, étant donné le mélange des ethnies et des nationalités dans les quartiers et jusqu'aux cours communes, dans certains endroits au moins, les réunions de quartiers regroupaient des habitants d'ethnies différentes, dioulas compris, et certains "comités de

surveillance" créés étaient inter-ethniques.

Même si la plupart des "comités de surveillance" n'ont guère duré plus d'une semaine, la question se pose de savoir dans quel sens ils auraient pu se développer et plus précisément, dans quel sens aurait-il été souhaitable qu'ils se développent, du point de vue des intérêts de la population laborieuse. Il ne s'agit pas de récrire l'histoire, fût-elle toute récente. Il s'agit d'apprendre de ce qui vient de se passer pour faire mieux dans l'avenir. Dans le climat d'agitation actuelle, des comités de ce genre peuvent ressurgir d'un moment à l'autre, aussi spontanément et à une aussi large échelle que le 26 octobre et de devenir soit un instrument précieux pour la défense des quartiers populaires, soit au contraire un instrument de plus

pour les opprimer.

Disons tout de suite que la création de comités d'autodéfense dans les quartiers populaires est non seulement légitime mais indispensable. Les travailleurs, les pauvres savent que, pour les défendre, pour assurer leur sécurité, ils ne peuvent absolument pas compter sur la police, sur les gendarmes ou sur les militaires, pas même là où c'est en principe leur travail : contre les bandits et les voyous en tout genre. Pire : ce sont précisément les forces de répression officielles qui commettent une bonne partie des exactions, racket, agressions voire, assassinat. Les chauffeurs de gbaka qui viennent à juste titre de réagir contre la fusillade déclenchée par les gendarmes blessant l'un des leurs, ne sont pas les seuls victimes de ceux qui prétendent "assurer l'ordre". Et qui ne se souvient pas du rôle infecte de la gendarmerie dans le carnage de Youpougon. Dans bien des quartiers pauvres, rencontrer la nuit un groupe en uniforme n'est pas plus rassurant que de rencontrer un groupe de voyous.

L'insécurité dans les quartiers pauvres, qu'elle soit due à des voyous ou à des hommes en uniforme n'est pas chose nouvelle. Mais avec l'évolution des choses s'y ajoutent maintenant les bandes ethnistes (bien souvent encadrés d'ailleurs de voyous, ou de jeunes au comportement de voyous, pour qui demander la carte d'identité d'une personne dont la tête ne leur revient pas et découvrir un nom "dioula" est en général une occasion de racketter). Dans certains quartiers, cela va même plus loin. Certaines de ces bandes ethnistes se permettent de pénétrer dans des cours communes, défoncer des portes, menacer tel ou tel des

occupants de déguerpier sous 48 heures, piller toujours, humilier aussi.

Créer un "comité d'autodéfense", à commencer à l'échelle d'une cour commune est dans ces conditions juste et nécessaire - mais à la condition que ce comité mène la politique juste, c'est à dire qu'il défende tous les habitants de la cour commune, sans exception et sans exclusion ethnique.

Une cour de vingt ou de trente logement représente déjà une force, à condition qu'il soit organisé. Il peut résister à des groupes de pilleurs ou d'énergumènes ethnistes. Il faut seulement que l'état d'esprit ne soit pas le "chacun pour soi". La base de l'autodéfense d'une cour commune est simplement de se dire: *"je n'accepterai en aucun cas que quiconque défonce la porte de mon voisin pour le voler, pour l'agresser ou pour le chasser de son appartement, pas plus que je ne l'accepterais pour moi-même. Et ceci, même si je ne suis pas lié au voisin, même s'il est d'une autre ethnies, car si nous nous mettons tous ensemble, nous pouvons décourager des groupes d'agresseurs, tandis que si ces derniers n'ont affaire qu'à une seule famille, ils peuvent nous avoir les uns après les autres."*

On peut mener le même raisonnement et avoir la même attitude, à l'échelle de plusieurs cours communes, à l'échelle d'une rue, à l'échelle d'un même quartier.

Dans le contexte actuel, on n'insistera jamais trop sur le fait qu'un comité d'autodéfense ne peut être un instrument au service de tout le quartier, que s'il représente, dans sa composition comme de par son attitude, toutes les ethnies du quartier. Ceux des

comités qui, le 26 octobre ou après, ont exclu de leurs rangs, les burkinabés, les maliens ou les dioulas ont par là-même cessé de représenter, si peu que ce soit, les intérêts du quartier. Ils sont devenus des comités anti-dioula, des comités anti-étranger et, disons le mot, des comités de lynchage, des comités nuisibles à tout le quartier.

Dans certains cas, l'argument invoqué a été : *"mais si une bande de dioula venant de l'extérieur nous attaque, pouvons-nous être sûrs de la réaction des dioulas de notre quartier ?"* Non seulement l'argument est déjà ethniste mais en outre, il est stupide. Les habitants d'un quartier ou d'une cour commune ont intérêt d'avoir, dans leurs rangs toutes les ethnies, ne serait-ce que pour montrer que la résistance du quartier est unanime et que les agresseurs n'ont pas intérêt à s'y frotter !

Une autre condition pour que ces comités soient au service de la population d'un quartier est qu'ils soient liés aux habitants du quartier et qu'il fasse en tout cas des efforts systématiques dans ce sens. Bien sûr, s'il s'agit d'organiser des patrouilles de nuit dans un quartier et apparaître dissuasifs vis à vis de ceux qui viendraient avec de mauvaises intentions, ces comités auront tout naturellement au premier rang des jeunes valides, capables de se battre, hommes et femmes d'ailleurs. Mais il ne s'agit pas de mettre en place des groupes de zoros chargés à défendre le quartier. D'abord, parce qu'en cas d'agression massive, les zoros risquent de ne pas faire le poids. Ensuite parce qu'ils risquent de monnayer leur "service" et demander de l'argent même à ceux qu'ils prétendent "protéger" et à plus forte raison, de racketter ceux qu'ils auront

déclaré des "étrangers au quartier". Dans certains quartiers, le prétendu "comité de surveillance" s'est rapidement transformé, sous l'influence de lumpens bravaches en groupe de racketteur.

En réalité, tout le monde peut et devrait participer à la défense de son quartier. Même un vieillard peut, de sa fenêtre, repérer d'éventuels agresseurs et donner l'alerte, grâce à un sifflet ou plus simplement encore, en tapant sur une casserole. Dans bien des cas, un concert de casseroles, se propageant de maison en maison, de courée en courée, peut être plus efficace pour décourager des "visiteurs" de nuit non souhaités, qu'un petit groupe de jeunes traînants dans la rue et à moitié endormis. Et en cas de débarquement inopiné de militaires, venus avec de mauvaises intentions, il vaut infiniment mieux qu'ils soient accueillis par toute la population, entourés par un grand nombre d'hommes, de femmes, de jeunes et de vieux, qui discutent, qui dissuadent, plutôt que d'un petit groupe de jeunes mal armés dont ils pourraient venir facilement à bout.

La complicité de la majorité de la population ne diminue pas l'efficacité de groupes de jeunes capables de se battre, au contraire, elle la multiplie. Et c'est surtout cette complicité du quartier, qui signifie, aussi, une forme de contrôle sur les jeunes mobilisés qui est la meilleure garantie que ces jeunes agissent au nom de tous et pour tous, et pas seulement pour leurs propres intérêts.

Il faut se dire que les jeunes qui refusent ce type de contrôle sont, au mieux, des inconscients. Mais bien plus souvent, ils risquent être des

grains de bandits qui, au lieu de défendre leur quartier, veulent lui imposer leur loi, c'est à dire, leur dictature. A plus forte raison, si un soi-disant "comité d'autodéfense", coupé de la population, refuse des candidatures sous des prétextes ethniques, il représente un danger majeure pour toute la population. Car c'est comme cela que surgissent les bandes armées, comme il en sévit depuis des années au Libéria ou au Sierra Léone ; de ces bandes pour qui fournir des bras armés à la haine ethniste est une façon de légitimer leurs propres exactions, leurs propres banditisme au détriment non seulement de l'ethnie présentée comme adverse, mais au détriment tout autant de leur propre ethnie.

Les "comités d'autodéfense", tels qu'ils ont surgi le 26 octobre pour disparaître quelques jours après, n'ont été que des embryons dont il n'est pas aisé de distinguer les contours et la lignée de développement. La question de leur devenir n'était pas encore tranchée.

Il dépend aujourd'hui des plus conscients et, demain, de tous, de savoir si ces embryons, en renaissant, aboutissent à l'auto-organisation des quartiers populaires, ce qui serait un progrès formidable - et peut-être une façon de contenir et de désarmer les bandes ethnistes - ou si, au contraire l'embryon donne naissance à un monstre hideux, mi bandit, mi crapule ethniste. Aussi, même actuellement où les comités du 26 octobre ont cessé d'exister mais où il suffit d'un incident grave, d'une provocation pour que l'émotion et les craintes en fassent renaître de nouveau, il est indispensable que ceux qui sont écoeurés par l'évolution ethniste des choses, qui sont déterminés à agir pour l'empêcher, prennent contact les uns avec les autres, constituent des réseaux afin d'avoir suffisamment de poids le jour venu pour peser dans le sens de la création de "comités de surveillance" de cours communes ou de quartiers qui en soient réellement et qui regroupent dans leurs rangs toutes les ethnies.

**INVALIDATION DE LA CANDIDATURE
D'ALASSANE OUATTARA :
LA SANGLANTE BOUTFONNERIE !**

Au premier coup, pour les élections présidentielles, Ouattara a été disqualifié pour "s'être prévalu d'une autre nationalité". Au second, pour les législatives, on trouve que ni son père, ni sa mère ne sont de nationalité ivoirienne. Donc, lui même n'est pas ivoirien, nous dit-on. Il faut noter que pour être retenu aux élections législatives,

il suffisait, en effet, aux candidats d'avoir le père ou la mère de nationalité ivoirienne, d'origine ou par naturalisation. Alors, la cour constitutionnelle a décidé que ni le père, ni la mère d'Allassane ne sont des ivoiriens. Ne demandez pas, qui dans les années 1920, alors que la Côte d'Ivoire n'existait pas encore, était ivoirien ? De plus,

le frère d'Alassane Ouattara était lui-même député dans la précédente législature. Il était même vis-président de cette assemblée. A noter aussi que les règles qui régissent la sélection des candidats à la députation n'a pas changé depuis.

Eh oui ! Nous vivons bien dans une république bananière, avec un président qui se targue d'être un "démocrate", pour ne pas dire "socialiste". Après tout, aussi bien Houphouët, Bédié que Ouattara, ne se disent-ils pas aussi des "démocrates" ? Ils le sont certainement, ni plus, ni moins que Gbagbo.

Bien sûr, nous ne pleurerons certainement pas sur le sort d'Alassane Ouattara, ce milliardaire et cet autre ennemi des travailleurs, au même titre que Bédié et Gbagbo. Ce ne sont que des politiciens concurrents au service du même camp des bourgeois. D'ailleurs, en privé, ils sont plus liés entre eux qu'ils ne veulent nous le montrer.

Il suffit de voir comment Simone Gbagbo s'est fait surprendre par les caméras de la télé en train d'embrasser Bala Kéïta, le lendemain même des massacres du 26 octobre.

Non, les travailleurs ne pleureront certainement pas sur le sort d'aucun de ces politiciens. A cause des ambitions des uns et des autres, ils sont en train de creuser une fosse entre les travailleurs des différentes régions. Se faisant, ils arrangent par bien des côtés la classe exploiteuse. Plus les travailleurs se divisent, plus ça les affaiblit et plus ça arrange les riches. Tout le monde peut, en plus, remarquer le simple fait que les morts, ce n'est pas parmi les habitants du riche Cocody ou de la Riviéra Golf qu'ils se comptent, mais bien des quartiers pauvres d'Abobo, de Yopougon et d'Adjamé. Les travailleurs ont donc à se méfier de ce piège mortel qui leur est tendu. Parce qu'il peut-être, en plus, irréversible.

COTE D'IVOIRE : REPUBLIQUE BANANIERE

Comme au temps de Houphouët-Alassane, de Bédié ou de Guéi, il n'y a rien de nouveau sous le soleil d'Abidjan, avec l'arrivée au pouvoir des prétendus démocrates. Comme par le passé, les manifestations d'opposant sont, soient purement et simplement interdites, soient sabotées par le gouvernement. Depuis l'arrivée au pouvoir de Gbagbo, c'est même à coup de fusils que le gouvernement matte ses adversaires du RDR.

Le ministre de l'intérieur, Boga Doudou, a beau dire que les règles qui régissent la tenue d'une manifestation sont de pures formalités, puisqu'il suffit,

selon lui, d'adresser à son ministère une simple "lettre d'information" - et non "d'autorisation", a-t-il tenu à préciser, - pour que cette manifestation puisse se tenir selon la demande. Il ajoute que l'autorité est en droit d'interdire une manifestation qu'elle juge "inopportune". Mais précise-t-il encore, une telle interdiction est quelque chose d'"exceptionnelle, parce que dans un tel cas, l'autorité est tenue de justifier sa réponse avec des arguments précis".

La manifestation du 04 décembre organisée par le RDR a été non seulement interdite, mais

le meeting du stade Houphouët Boigny qui devait la remplacer a été aussi saboté par les tenants du pouvoir. Ceux-ci ont débranché les hauts-parleurs du stade. Le gouvernement FPI avait probablement oublié de notifier que le meeting devait être muet.

Ce ministre de la répression veut nous faire oublier que du temps où le FPI était dans l'opposition, c'était les mêmes règles qui étaient en vigueur. En ce temps-là, au temps du pouvoir Houphouët-Alassane, c'était aussi l'autorisation d'une manifestation qui était chose "exceptionnelle", à moins d'une manifestation qui avait pour objet de caresser "le père de la Nation" dans le sens du poil. Il en allait encore pareillement au temps de Bédié et de Guéi. Ce ne sont certainement pas "les arguments précis" qui manquaient à tous ces "démocrates" pour interdire la tenue des manifestations qui dérangent leur pouvoir dictatorial. Le FPI en sait d'ailleurs quelque chose,

puisque, à commencer par son leader Laurent Gbagbo, nombre d'entre eux ont connu injustement la prison de Alassane-Houphouët, puis de Bédié, leur allié actuel.

Aujourd'hui, avec le pouvoir FPI, les choses sont t-elles différentes ? Manifestement, non. Toutes les manifestations du RDR se sont systématiquement terminées dans le sang, depuis l'installation du nouveau pouvoir. Même les cadavres, l'oeuvre des forces de l'ordre ont été soigneusement cachés dans les placards. En moins de deux mois de pouvoir, Gbagbo ne doit pas être loin de battre les records d'assassinat, même en additionnant toutes les tueries dont les régimes d'Alassane, de Bédié et de Guéi ont été les auteurs.

Le démocrate Gbagbo compte peut-être installer sa démocratie une fois qu'il aura réussi à éliminer tous ses concurrents, à l'exemple de son homologue, le "démocrate" Eyadéma du Togo.

PLUS DE CENT MILLIARDS DE CADEAUX
POUR LES BOURGEOIS :
MERCI AU "CANDIDAT DES PAUVRES" !

Ce n'est une surprise pour personne d'apprendre que l'Etat a dû mal à rentrer en possession des impôts fonciers. Il s'agit des impôts immobiliers et des terrains nus.

La solution que le nouveau gouvernement propose, ce n'est pas la réquisition des grands immeubles et des gros propriétaires terriens capitalistes qui ne payent pas leurs impôts. Ce qui serait pourtant normal ! Au contraire, ce nouveau pouvoir se montrer d'autant plus pleutre et lâche

devant les puissants qu'il se montrera féroce et intraitable envers les petites gens qui possèdent soit un petit terrain, soit une petite maison, fruit de leur travail.

La solution trouvée par le gouvernement, c'est d'appurer purement et simplement les impayés entre 1970 et 1981. On ne parle, bien sûr pas, d'avant 1970. Il ne faut pas trop remuer la merde ! En plus de ce cadeau royal qui représente à lui seul plus de 60 milliards de cadeaux pour les riches, le gouvernement décide de

n'imposer que 25 % des impôts impayés pour la période allant de 1982 à 1985 et de 50% pour la période 86 à 90. Quant aux pénalités, elles sont réduites à un minimum de 10%. En plus, l'Etat propose même un échéancier à tous les bourgeois qui se décideront de se mettre en règle. Dans le cas où les bourgeois refusent de se mettre en règle, malgré tous ces cadeaux, ces allègements et ces facilités de paiements, que fera le gouvernement ? Eh bien, là-dessus, il se tait. Oui, c'est un gouvernement de paillasson devant les possédants !

Pourtant, il y a quand même un problème : ce gouvernement fait

des cadeaux aux Bédié, il fait des cadeaux aux bourgeois de tous poils. Mais, alors, qui paiera le manque à gagner pour le compte de l'Etat ? Comme l'argent ne tombe pas du ciel, ce sera encore une fois les travailleurs qui paieront en impôts directs et surtout en impôts indirects que constituent les TVA. Par ailleurs, ce gouvernement, à n'en pas douter, se rattrapera en faisant payer les coiffeurs, les tailleurs, comme il fera payer tous les petits métiers qui grouillent au bord des trottoirs : réparateur de vélos, de voitures, les petites vendeuses d'eau, etc. Pour faire payer tous ceux-là, ce gouvernement se montrera champion !

HALTE A LA PRECARITE ET AUX MAUVAIS SALAIRES DES TRAVAILLEURS

Vivre avec un salaire qui s'en va en miette aujourd'hui, surtout quand on est petit employé ou ouvrier, est un exploit. Voilà des années, sous prétexte de crise, les salaires ne bougent pas, quand il ne s'en va pas à reculons. Pendant ce temps, tout augmente : aussi bien les loyers, les produits de premières nécessité, que les produits pharmaceutique.

De plus, s'est ajouté à cette situation, la précarité de l'emploi même dans les rares secteurs où elle n'était pas encore la règle. En effet, les entreprises n'embauchent plus depuis des années. Elles se contentent le plus souvent de journaliers saisonniers, à commencer par les plus grosses entreprises de ce pays, telle que Blohorn. Les ouvriers sont d'autant plus mal payés et durement exploités que cette exploitation se fait par l'intermédiaire d'une armada de

"sociétés de placements" qui s'appellent RMO ou ECO-CI, aussi rapaces les unes que les autres. Ces entreprises appartiennent souvent à des barons de l'ex-pouvoir PDCI. D'ailleurs, même quand ce n'est pas le cas, grâce à leur relation, ces capitalistes achètent les juges, les commissaires de polices et autres inspecteurs du travail.

Les travailleurs subissent aussi, de plus en plus, le système du tâcheron, largement répandu dans le secteur du bâtiment et qui gagne de plus en plus le dock dans l'ensachage du Cacao-café et le transit.

Mais cette situation inacceptable pour les travailleurs n'est pas fatale.

Les travailleurs c'est la classe qui fait marcher toute cette économie. Il n'y a rien qui peut se faire sans eux. Aucun transport en commun ne peut

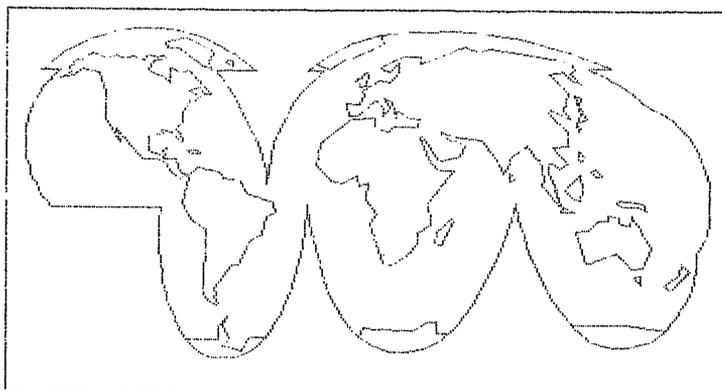
rouler, aucune route ne peut se construire, aucun bâtiment ne peut pousser, aucune récolte de cacao-café ne peut se faire, aucune usine ne peut tourner, sans la force des travailleurs, des ouvriers des villes comme des campagnes.

Alors, ce ne serait que justice que ce soit cette classe sociale qui bénéficie en premier lieu des produits de son travail, à commencer par un salaire décent et une vie moins précaire. Ce ne serait que justice que de mettre fin au système de tâcheron et autres intermédiaires que sont

toutes ces sociétés de placements d'esclaves !

Mais pour imposer cette politique-là, les travailleurs ne doivent compter que sur leur propre force. Cela est possible, à condition de ne pas se laisser diviser par corporations, par origines ethniques ou nationales. Oui, il est temps que les travailleurs prennent conscience qu'ils constituent une même classe sociale exploitée et qu'ensemble, unis, ils peuvent trouver la force pour s'opposer à la classe des exploités et imposer les revendications de sauvegarde de leurs intérêts.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LEUR SOCIÉTÉ

"BEDIE VOLEUR" ? UNE VUE DE L'ESPRIT !

"Bédié, voleur !", scandait la population lors du coup d'Etat du 24 décembre. En tout cas, ce n'est pas de l'avis de la "justice" qui, elle, a décidé de "classer sans suite" toutes les poursuites judiciaires engagées contre ce dernier.

Bédié peut donc revenir au

bercaill et croquer les milliards qu'il a détourné des caisses de l'Etat.

Gbagbo se targuait pourtant d'être le "candidat des pauvres" lors de sa campagne électorale. Il fallait comprendre par là : "candidat pour faire payer les pauvres".

OUI, AU COUP DE COLERE DES CHAUFFEURS DE GBAKA

Le 25 novembre, des gendarmes ont tiré et tabassé un chauffeur de Gbagka, à Adjamé.

Ce n'est pas la première fois que les forces de l'ordre, policier, militaire ou gendarme, tirent sur un chauffeur de Gbagka ou de taxis qui refuse de se soumettre au racket dont ils font l'objet.

Cette énième exactions des forces de l'ordre a, encore une fois, déclenché un mouvement de colère qui s'est manifesté par une grève des chauffeurs de Gbaka, le 27 et le 28 novembre. Ceux-ci ont saisi l'occasion pour réclamer aussi "la prise en charge" des chauffeurs blessés lors des accidents de circulation ; le respect du décret fixant le nombre de barrages à 24 sur l'ensemble du territoire et celui fixant la

contravention à 2.000F au lieu de 10.000F.

Cette grève ne s'est pas généralisée aux Wôro-Wôro et au taxis compteurs. Le travail a repris sans aucune contre-partie, au bout de deux jours de grève. Le ministre de l'intérieur FPI, Boga Doudou, a même poussé le cynisme en disant aux syndicats des transporteurs : "votre entêtement pourrait faire dire à certains que vous êtes manipulés". Comme si, il y avait besoin d'être "manipulé" pour se révolter contre le racketage quotidien et les tueries dont les chauffeurs sont victimes.

Si c'était un bourgeois qui avait été agressé par ce gendarme, le pouvoir FPI aurait peut-être pris quelques mesures, histoire de faire quelque chose. Mais il se moque bien de la vie de quelques malheureux chauffeurs !

LEUR SOCIETE

CITELCOM, UNE ENTREPRISE CAPITALISTE COMME UNE AUTRE

La communication locale vient d'augmenter de 20%, à travers le temps taxable qui passe de 5mn à 4 mn. Ce qui fait un total de 37% d'augmentation en moins 2 ans.

Eh bien, oui, ce qui compte, pour les actionnaires de la Citelcom, c'est le profit que ça leur rapporte. Les Bouygues et autres capitalistes de son espèce ont non seulement gagné en achetant ces entreprises d'Etat à vil prix, mais ils y gagnent aussi en faisant de bons profits. Et il n'y a pas qu'eux qui ont ramassé le pactole. Il y a aussi les Ouattara et les Bédié. En pots de vin, bien sûr. Mais aussi, en rachetant eux-mêmes des entreprises d'Etat, par

l'intermédiaire de leurs cliques.

Ce ne serait que justice d'exproprier toutes ces entreprises qui ont été bradées, pour les remettre sous le contrôle de l'Etat. Ce serait aussi justice de réquisitionner les comptes bancaires et les fortunes des Bédié, des Ouattara et consorts, qui se sont enrichis dans ces opérations.

Mais cette politique là, ce n'est certainement pas le pouvoir actuel qui le mènera. Il n'a même pas été capable de prendre, ne serait-ce qu'une simple mesure d'interdiction des augmentations des tarifs de la Citelcom.

Témoignage de la barabrie du 04 et 05 décembre : UN JEUNE ABATTU SUR LE TOIT D'UNE EGLISE

Dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 décembre, un jeune homme a été abattu par les forces de l'ordre à Abobo derrière rail. Ce jeune habitait l'église pentecôte du quartier. Pendant les fortes chaleurs, il avait l'habitude de dormir sur la dalle de l'église. C'est à cet endroit qu'il se trouvait quand cette nuit là des

policiers en patrouille l'ont abattu froidement.

Non content de terroriser la population en tirant des rafales en l'air, ces forces gouvernemental n'hésitent pas à tirer sur la population ou à lui faire subir des sévices corporels.

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.